

Dr Yves Bolduc

Ministre de la santé et des services sociaux

Devant la réalisation d'un projet imminent d'une mine d'uranium dans la région de Sept-Iles, une vingtaine de médecins du Centre Hospitalier ont déjà décidé de quitter la région.

Dr Bolduc,

En novembre 2008, quelques 34 médecins du Centre de Santé et des Services Sociaux de Sept-Iles, pour des raisons de Santé publique, s'opposaient à des projets d'exploration et d'exploitation de mines d'uranium dans leur région et quand d'autres provinces comme la Nouvelle-Écosse, la Colombie – Britannique, le Nouveau-Brunswick ainsi que le Nunavut demandaient un moratoire. Dans cette foulée, plusieurs municipalités de la Côte –Nord, après consultations avec leurs citoyens, ainsi que plusieurs organismes ont exigé à leur tour auprès du Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles un tel moratoire. Ces demandes étaient surtout fondées sur les conséquences environnementales néfastes et notamment en regard avec la libération dans l'air ambiant de sous-produits de désintégration radioactifs de l'uranium dont plusieurs ont des demi-vies de plusieurs dizaines de milliers d'années. Ironiquement, tous les médecins du Québec ont reçu du sous-ministre adjoint de la santé un avis en octobre 2008 pour que nous sensibilisions nos patients sur la problématique du radon pour promouvoir des mesures de prévention car ce produit et les autres sous produits de dégradation de l'uranium est la principale cause de cancer du poumon chez les non fumeurs.

Le rapport du vérificateur général du Québec, Renaud Lachance, paru au printemps dernier confirmait l'absence totale d'un plan de gestion des résidus miniers par les compagnies minières, renforçant ainsi les craintes déjà exprimées concernant les conséquences néfastes sur la santé et l'environnement de tels projets. Ces inquiétudes furent ravivées par la parution du reportage de l'émission « Enquête » de Radio-Canada dans la première semaine de novembre 2009 où il était clairement démontré qu'au Québec, il y avait quelques 350 sites de résidus miniers laissés à l'abandon et que le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles était carrément pointé du doigt pour son laxisme et son manque total de rigueur face à la gestion de ces résidus.

Dernièrement, suite à l'émission des permis d'autorisation pour la construction d'une route d'accès à un site d'exploration et d'exploitation d'uranium à Sept-Iles par le Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement du Québec, les compagnies uranifères ont recommencé leurs activités après une brève accalmie à l'été 2009, envoyant ainsi à la population un message clair que la réalisation de projet d'une mine d'uranium dans les voisinages de la municipalité était une chose imminente malgré un tollé de protestations .

Toutes les recherches fondamentales sont claires et unanimes pour démontrer les conséquences néfastes pour la santé humaine à long terme de la radiation. Nous les médecins du Centre de Santé et des Services Sociaux comprenons mal pourquoi les travaux ont recommencé surtout en sachant qu'en Nouvelle-Écosse, où le moratoire qui perdurait depuis 1982, deviendra force de loi tel que prononcé par le ministre des Ressources Naturelles de la Nouvelle-Écosse John MacDowell en octobre 2009 reléguant ainsi les citoyens de la province de Québec comme des citoyens de second ordre.... Par ailleurs, il apparaît cavalier de donner l'aval au développement de mines d'uranium au Québec et encore plus sur le territoire de la ville de Sept-Iles surtout lorsqu'on sait que d'importantes études américaines sur la santé publique (Nouveau Mexique, Arizona, Colorado) ont déjà été publiées. Le problème de la radioactivité lié aux mines d'uranium ne concerne pas seulement la population de Sept-Iles. La multitude de projets en cours au Québec fera en sorte que toute la population de la province sera invariablement exposée à cette radiation et que ce problème concerne autant les citoyens des villes comme Montréal, Québec, Sherbrooke que ceux de la Côte-Nord.

Craignant pour la santé de la population et notre santé personnelle ainsi que celle de nos proches (notamment sur nos enfants), nous avons (les signataires) décidé de quitter la région et pour plusieurs la province... Nous déplorons l'effet qu'aura cet exode massif sur la population et sur les effectifs médicaux restants mais nous considérons qu'il serait contraire à notre code de déontologie de ne pas en avvertir les autorités compétentes. Nous sommes conscients que ce premier exode massif entraînera dans un deuxième temps d'autres départs et nuira à tout recrutement futur autant au niveau des professionnels de la santé que pour la main d'œuvre spécialisée tant recherchée par l'industrie déjà présente sur la Côte-Nord tant que de tels projets auront lieu....

Bruno Imbeault md, pneumologue et porte-parole
Isabelle Gingras md, psychiatre et porte-parole
Véronique Beaudry md, psychiatre
Jinny Bédard md, interniste
Stéphane Bélanger md, médecin de famille
Annie Bernatchez md, médecin de famille
Lucie Brault md, médecin de famille
Isabelle Bossé md, gynécologue-obstétricienne
Manon Charbonneau md, psychiatre
Louis-André Chartrand md, cardiologue
Anne-Marie Forget md, interniste
Dre Annabelle Gagnon-Perreault md, médecin de famille
Pierre Guèvremont md, oto-rhino-laryngologiste
Pascale Lafortune md, interniste
Isabelle Larocque md, médecin de famille
Daniel Lefebvre md, anesthésiste
Julie Marchand md, pédopsychiatre
Laila Popescu md, médecin de famille
Yveline Romain md, médecin de famille
Éléna Stégaru md, médecin de famille

CC :

M. Jean Charest premier ministre du Québec
M. Serge Lévesque, maire de Sept-Iles
M. Amir Khadir, député Québec Solidaire
Mme Pauline Marois, chef du Parti Québécois
Mme Lorraine Richard, députée de Duplessis
M. Marjolain Dufour, député dans René-Lévesque
M. Serge Simard, ministre délégué des ressources naturelles
Mme Line Beauchamps, ministre de l'environnement
M. Bernard Drainville, opposition officielle en matière de santé
M. Denis Trottier, opposition officielle en matière de ressources naturelles
M. Scott McKay, opposition officielle (environnement)
M. Gérard Destell, chef ADQ
M. Martin Beaumont, directeur général du Centre Hospitalier de Sept-Iles
M. Louis Gilles Francoeur (Le Devoir)
M. Éric Moreau (Le Soleil)
M. Patrick Lagacé (La Presse)
M. Steven Guilbeault
M Alain Gravel et Mme Céline Galipeau (Radio-Canada)
M. Richard Martineau (Journal de Montréal)
Mme Sylvie Gourde et M. Denis Méthot (L'Actualité Médicale)
Drs Eric Noteabert et Dr Mike Dwirkind (Médecins pour la survie Mondiale)
Dr Gordon Edwards
M. Marc Fafard (Sept-Iles Sans Uranium)
M. Ugo Lapointe (Coalition Pour que le Québec ait Meilleure Mine)
R.A.D.O.N (Rassemblement des opposants nord-côtiers aux mines d'uranium)
Tous les médias